

26 avril 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, notamment sur l'identité culturelle de la Martinique et l'égalité, à Fort-de-France, mardi 26 avril 1988.

Monsieur le maire,

- Je vous appellerai ainsi, en cet instant bien que d'autres titres sollicitent mon esprit. Monsieur le maire et cher ami, vous avez illustré l'histoire de la Martinique depuis le premier jour où vous avez tracé des mots sur un papier exprimant sous forme de poème ce que représentait pour vous la longue lutte des hommes pour leur libération. Vous avez donné à ces écrits la pure expression de la langue française, la nôtre, et vous avez magnifié les combats nécessaires. Déjà nous nous étions rencontrés, sans nous connaître, moi, votre lecteur qui reconnaissait en vous l'un des grands poètes de ce siècle £ mais un poète voué à la gestion des affaires humaines. Curieuse rencontre : vous n'êtes pas le seul à l'avoir fait dans l'histoire contemporaine, mais vous êtes le seul à avoir consacré votre vie jusqu'à ce jour, à défendre les autres pied à pied, le plus souvent dans l'adversité, parfois dans le succès. Mais aujourd'hui, vous devez mesurer, tandis que nous sommes ensemble sur cette tribune, vous devez mesurer le chemin parcouru : cette foule immense, l'adhésion du peuple Martiniquais, et ce dernier succès qui vous doit tant. La Martinique s'est prononcée dimanche dernier, premier département de France, en faveur du candidat que je suis, et qui veut en effet, vous l'avez fort bien dit, que son passage à la direction des affaires de la France, puisse s'identifier à d'autres libérations, à l'affirmation des vrais identités, à la permanence d'un peuple et d'une pensée, et cela bien entendu, dans le cadre de notre République, dans la France que je m'efforce de servir de mon mieux.

- Je crois la servir, beaucoup plus que d'autres en affirmant la capacité des peuples et des cultures à vivre par eux-mêmes, à refuser l'essoufflement, la destruction. Que de fois nous avons débattu de votre identité culturelle, des expressions populaires de la Martinique à laquelle vous avez consacré tant de soins. Et il nous semblait, qu'après tout, c'était là que tout commençait, que tout commence. C'est souvent difficile à dire : faut-il entamer d'abord les travaux matériels ? Faut-il affirmer le droit et fonder les structures ? Faut-il défendre une culture ? Tout doit être mené de front, mais sans culture et sans identité culturelle, il manquera toujours le lien ou le ciment d'une construction humaine : c'est à quoi nous nous sommes appliqués.

- Martinique donc, premier département de France à mes côtés : je ne le savais pas quand j'ai pris rendez-vous. Mais je dois dire que cela me fait plaisir, et que, si j'avais dû une visite prioritaire à un département de France, c'était bien à celui-là qui l'a vérifié dimanche soir. Bref, nous nous sommes rencontrés une fois de plus, dans la voie exactement prévue, et je suis ce matin parmi vous, heureux d'être avec vous. Je les ai souvent rencontrés ces foules, à Fort-de-France !... \

Je vous ai souvent parlé £ je crois vous avoir écouté. Et, c'est pourquoi, parmi les premiers actes que j'ai voulu accomplir après mon élection de 1981, l'un des premiers sujets de conversation que j'ai eu avec le nouveau Premier ministre qui s'appelait Pierre Mauroy a été celui-ci : je lui ai dit : "vous allez décider d'indispensables mesures sociales qui tenteront de rattraper des décennies perdues, pour les catégories qui sont défavorisées, et souvent humiliées : les

allocations familiales, le minimum vieillesse, le SMIC, les handicapés. Mais vous veillerez à ce que, contrairement à une fâcheuse tradition, ces lois s'appliquent également aux départements d'outre-mer". Et je lui ai dit aussi : "il faut maintenant s'attaquer au fond des choses. Il faut que nous dessinions la structure même au sein de laquelle se développera le peuple martiniquais, au sein duquel s'affirmera la culture martiniquaise, au sein duquel se fondera l'unité toute entière de la nation française, car c'est en restant soi-même que l'on retrouve les autres". Cela a été à l'origine de la loi de la décentralisation ou de régionalisation que nous avons complétée en 1984.

- J'entendais bien la plainte et parfois les cris de colère d'un certain nombre d'entre vous, qui recherchaient là où il ne fallait pas, là où ce n'était pas raisonnable, là où ça n'était pas concevable, la réponse à leurs problèmes d'identité. Mais enfin, il fallait bien y répondre d'une manière ou d'une autre. Le fallait-il en refusant d'entendre, en fermant la parole, en interdisant la responsabilité ? Ou fallait-il, comme on l'a fait, faire confiance, et dire aux Martiniquais : "vous serez vous-mêmes ce que vous êtes capables de faire et vous le ferez, mais nous resterons ensemble". Et, c'est ce qui s'est produit. Je crois que ce pas là, ce pas institutionnel, a été déterminant dans l'histoire des peuples d'outre-mer.

J'entendais bien Aimé Césaire, dire tout à l'heure : "une première libération en attente d'une deuxième". Mais on peut toujours, sur un chemin fixé avec un esprit clair, un chemin bien bordé - la Martinique étant responsable d'elle-même dans tous les domaines où cela se conçoit, dans le monde où elle est, si différent de la métropole, dans un voisinage qui lui est propre, après une histoire qui a été la sienne - donner tout ce qui peut être donné : donnons - non pas comme une sorte de grâce accordée - mais donnons l'occasion, donnons le moyen, fournissons le moyen à ce peuple de s'affirmer, par l'égalité de son travail, de son intelligence et de ses dons de création. Et puis veillons - parce qu'autrement ce serait pour chacun d'entre nous l'aventure - veillons à préserver l'unité d'un pays lui-même très divers - je parle de la France -, faisons que la République soit accueillante, qu'elle arbitre entre les passions, qu'elle arbitre les conflits, quelle rende justice à chacun. Puisque chacun est citoyen de la République, la République a des devoirs à l'égard de chacun, qu'il s'agisse d'un village ou d'une grande ville de la métropole ou qu'il s'agisse du point le plus éloigné à travers les mers ou à travers les continents. Si nous savons mener cette politique là, celle à laquelle je convie le peuple français, nous verrons de nouveaux horizons s'élargir, nous ressentirons plus fortement encore ce qui fait notre communauté, ce qui nous rassemble, nous n'aurons plus aucune raison de rechercher ce qui peut diviser, parce que nous aurons confiance, parce que chacun disposera de la dignité qu'il est en droit de réclamer et qu'il est en droit d'obtenir.

Encore faut-il un soubassement économique, encore faut-il que la Martinique dispose des moyens matériels de faire vivre sa population en étroite symbiose avec le pouvoir central, mais en laissant les responsables élus à cette fin exercer pleinement le pouvoir qui leur a été reconnu par la loi. Or j'observe, depuis quelques temps, une certaine déviation, un certain retour en arrière. La loi de régionalisation définit les pouvoirs qui sont vôtres, assemblées régionales, assemblées départementales. Des contrats de plans ont été décidés sous l'autorité de Michel Rocard, des contrats de plans débattus librement entre l'Etat central et les élus martiniquais, des assemblées élues pour cela : chacun avait le sentiment de remplir son rôle pour la mission qui lui était confiée, nul n'avait le sentiment d'être en situation de soumission ou d'inutile obéissance. Bref, le dialogue, le partage de la décision. Pourquoi avoir voulu substituer une loi programme qui désormais décide l'essentiel à Paris et oublie le plus souvent de consulter ceux qui ont été élus ici-même pour représenter la population martiniquaise.

- Pendant longtemps on a arraché à ces départements d'outre-mer leur propre substance. On a vu disparaître les usines qui exploitaient ou qui transformaient sur place les matières premières, tout cela au bénéfice de groupes industriels et financiers puissants, à 5 ou 6000 kilomètres de chez vous. Votre travail était confisqué, votre production dissipée et vous n'en receviez aucun fruit, pour voir se substituer une forme d'assistance qui ne vous plaisait pas.

- Eh bien, dès 1981, nous avons décidé et mis en application dans les années suivantes, un plan sur divers produits et d'abord sur la canne à sucre, qui vous permet de reconstituer vos

structures de production et de lutter aussi par vos propres moyens sans nécessairement recourir au traitement social du chômage - si nécessaire au demeurant - pour commencer de construire l'instrument économique dont vous avez besoin. Et je considère que cette disposition appliquée à une production propre à vos îles, une production exactement adaptée à la compétence d'un peuple paysan, a représenté là encore un grand progrès. Vous voyez que nous avons beaucoup de choses à nous dire. Et pourtant je passe, je ne peux vous retenir ici trop longtemps. Moi-même, je devrai bientôt regagner la métropole. Je la regagnerai en gardant le souvenir le plus cher de votre hospitalité, de vos regards, de votre accueil, de vos acclamations, de cette sorte d'échange qui existe entre nous. Et puisque vous étiez dimanche dernier, avant hier le premier département de France, eh bien continuez !... \

Je veux unir les Français autour de quelques valeurs que je crois fondamentales. Je veux unir les Français autour des valeurs de la démocratie. Et j'ai dit dans une déclaration récente ce que cela voulait dire, ce que cela pouvait traduire dans des termes simples : l'égalité des chances, la justice, et d'abord la justice sociale, le refus des inégalités et le refus des exclusions. Bref, le respect des autres. J'aurais pu ajouter, et j'ajoute maintenant, tout est affaire de dignité. Et l'unité des Français sera d'autant plus forte que l'on saura respecter la dignité, celle du plus pauvre et du plus isolé, du plus abandonné, la dignité de celui qui n'a reçu en don ni éducation, ni savoir, mais qui possède en lui tous les moyens dont chaque homme a reçu sa part. Il faut donc que, dès l'enfance, dès l'école, dès l'adolescence, le collège, le lycée et l'université - l'éducation nationale, c'est aussi la vôtre - que les enfants soient formés de telle sorte que leurs chances soient égales, que l'on leur apporte toutes les richesses de la science et de la technique, que l'on modernise notre instrument économique et que si l'on veut réussir dans la compétition internationale qui se précise à l'horizon 92 - la compétition européenne - nous soyons capables d'être les meilleurs. Mais nous ne serons pas les meilleurs - même si nous disposons d'une puissante économie - tant que nous n'aurons pas promu la cohésion sociale, c'est-à-dire vaincu les inégalités et aboli les privilèges.

- Le refus des exclusions : recevoir aux foyers de la France et de la République, tous ceux qui sont nés sur notre sol, tous ceux auxquels nous avons reconnu la qualité de citoyens : ne pas accepter qu'il y ait mensonge sur l'identité et que les uns soient acceptés, que les autres soient refusés. Pour quelles raisons ? Pour la couleur de la peau, pour l'origine raciale, pour l'origine sociale, pour la situation de fortune ? Contre la pauvreté nouvelle ? Quoi ! Un pays civilisé pourrait-il se laisser aller à ce genre de différence et ne doit-il pas avoir comme objectif fondamental de conduire chaque individu, chaque groupe familial ou civique, et ce meilleur, cela s'appelle la liberté, vous l'avez dit, l'égalité encore et la fraternité, dont j'aperçois qu'on se moque parfois, lorsque j'emploie ces mots, alors que nous nous apprêtons, comme vous l'avez dit, à célébrer à la face du monde l'avènement d'une trilogie qui a représenté pour les masses humaines, les masses souffrantes, les masses en mouvement, les masses souvent désespérées, comment dirais-je, une espérance et une promesse. Bref, je reviens toujours au même point, la liberté d'être soi-même. \

Voilà, amis martiniquaises et martiniquais ce que je voulais vous dire en cet endroit. Je n'oublie pas votre préoccupation touchant à la construction de l'Europe dont vous vous sentez assez loin. On peut admettre, rien qu'à venir chez vous ou rien qu'à vous rencontrer, à observer le paysage qu'il n'y a pas d'identité absolue entre ce que l'on pourrait rencontrer au Danemark, en Grèce, dans telle ou telle province au région de France, ou bien en Martinique.

- On se rend bien compte qu'il faut des mesures spécifiques sans quoi la Martinique, comme d'autres départements d'Outre-Mer, serait vidée de ses moyens de production, ne serait plus qu'un lieu de passage, généralement pour les autres : vous seriez replacés dans l'ancienne société de consommation - et quelle consommation - qui s'identifiait au régime antérieur des comptoirs coloniaux. Il faut donc faire comprendre - et nous nous y appliquerons - à nos partenaires européens que sans prétendre à des distinctions à l'infini, la situation historique et géographique de la France doit amener les Européens à admettre que des mesures appropriées soient décidées pour vous permettre de vivre à la fois la vie de cet immense ensemble de 320 millions d'habitants - suivre ce grand destin - première puissance commerciale du monde - de

millions d'habitants, suivre ce grand desin - première puissance commerciale du monde, de même première puissance économique du monde, bientôt première puissance technologique du monde - mais en restant à la Martinique. Là où vous êtes, en mesure de débattre et de décider ce qui paraît heureux pour une population qui ne demande qu'à rester fidèle à ce que nous sommes tous ensemble, mais qui sait bien qu'il lui faut préserver son moyen de travail, ses véritables productions : identité culturelle - ai-je dit -, mais aussi identité géographique, identité physique, identité réelle.\

Mesdames, messieurs, chers amis, pour conclure, j'ai d'abord envie de dire :

- Vive la Martinique !

- Mais j'ajouterai :

- Vive les Martiniquaises !

- Vive les Martiniquais !

- Longue vie ! Heureuse vie ! Restons ensemble ! Travaillons ensemble ! Nous allons entamer un nouveau parcours ensemble !

- Nous serons capables, toujours ensemble, de préparer le temps où, revenus ici même, je l'espère en tout cas, nous pourrons compter les progrès, marquer une étape et préparer la suivante !

- Oh ! C'est une bien vaste entreprise dans laquelle je me suis engagé avec vous. Mais j'y consacrerai le meilleur de mes forces. Il en reste assez ! Croyez-le ! D'abord pour croire dans la nécessité des justes évolutions, pour croire à l'affirmation de la Martinique, pour croire aux forces d'unité de notre peuple français, pour croire aux vertus de la démocratie, pour croire à la pérennité de notre République.

- Voilà, êtes-vous d'accord ?

- (L'assemblée : oui).

- Le voulez-vous ? (Oui). Est-ce qu'on va le faire ? (Oui). Avons-nous rendez-vous ? (Oui). Eh bien tous nos vœux.

- Vive la Martinique !

- Vive la République !

- Vive la France !

-\